

## P 6830, Résumé du rapport d'évaluation finale interne

**Projet :** 6830 projet régional « Renforcement de l'environnement protecteur de l'enfant par la parentalité positive et l'éducation à la non-violence (REPEPPEN) », du 01.10.2022 au 30.09.2025.

### Résumé

#### Contexte général

Le Bénin, le Cameroun, le Ghana et le Mali ont tous ratifié des textes internationaux de protection de l'enfant et d'autres efforts sont faits par les gouvernements de ces différents Etats au niveau interne pour l'amélioration de la situation de l'enfant. Malgré toutes ces mesures, nombre d'enfants continuent d'être victimes de graves violences de toutes sortes, qu'elles se produisent à la maison, à l'école, dans les établissements de soins, dans les rues ou dans le lieu de travail. La persistance de ces violences est due à un certain nombre de facteurs au rang desquels figurent la pesanteurs des us et coutumes, l'insuffisance de diffusion des bonnes pratiques de parentalité positive et d'éducation non violente, le manque de connaissance des compétences de vie courante chez les enfants et l'inapplication du cadre légal de protection des droits de ces derniers.

Face à ces situations et au vu de leurs expériences respectives dans le domaine de la protection des enfants, les organisations de la société civile CIPCRE, GRADEM, ESGB et PAORP ressortissant respectivement du Cameroun, Mali, Bénin et Ghana ont décidé entre le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et le 30 septembre 2025 de mutualiser leurs expériences et leurs efforts pour promouvoir de bonnes pratiques en matière de parentalité positive et d'éducation non violente sous la bannière du projet régional de « *Renforcement d'un Environnement Protecteur de l'Enfant par la Parentalité Positive et l'Éducation à la Non-violence, REPEPPEN* », pour une durée de 36 mois. Ce projet fut mis en œuvre dans 13 zones d'intervention des pays précités dont les communes de Foubot, Fouban et Koutaba au Cameroun, les régions de Bamako, Koulikoro et Ségou au Mali, quatre grandes communes du département de Ouémé au Bénin (Akpro-Missérété, Dangbo, Adjara et Avrankou) et les districts de Tatale, Zabzugu et Gushegu au Ghana.

Après près de 36 mois de mise en œuvre des activités du projet, il a été décidée de mener une évaluation finale du projet susmentionné entre juin et août 2025. L'objet de ladite évaluation était de d'évaluer les résultats du projet et d'en mesurer l'impact, d'envisager les potentiels en termes de durabilité et enfin d'en tirer les leçons nécessaires s'agissant de futures interventions. Cette évaluation finale fait par ailleurs suite à une précédente autoévaluation menée à mi-parcours qui avait permis de marquer un temps d'arrêt, d'identifier les progrès ainsi que les défis à relever et de planifier de façon informée la fin de projet.

#### Principales constatations et conclusions

- Conclusions communes aux quatre partenaires :
  - L'ensemble des partenaires ont pu noter une avancée significative comparativement aux données de l'évaluation à mi-parcours : la proportion d'enfants qui déclarent bénéficier d'une éducation bienveillante et celle des parents qui disent avoir renoncé au châtiment corporel dans leur éducation a en effet significativement augmenté.
  - L'ensemble des partenaires relèvent des avancées significatives permises par le projet à savoir :
    - une meilleure compréhension de la parentalité positive par l'ensemble des groupes cibles du projet favorisant des pratiques basées sur le respect, l'écoute et l'encouragement ;
    - une réduction notable des pratiques violentes ou punitives dans les familles et écoles ciblées par le projet ;

- un renforcement des compétences des acteurs communautaires dans la prévention et la prise en charge des situations de violence ou de négligence envers les enfants permettant un meilleur référencement des victimes et un accompagnement de qualité pour leur rétablissement/réhabilitation ;
- Une amélioration de la collaboration entre familles, structures éducatives et services sociaux pour créer un environnement protecteur durable pour les enfants.
- Dans l'ensemble les partenaires rapportent que le modèle REPEPPEN a été efficace et efficient, a obtenu une résonance culturelle et constitue une base de travail crédible pour sa consolidation et sa reproduction à d'autres lieux (comme en témoigne la collecte de bonnes pratiques éprouvées par chacun des partenaires du projet et de ce fait transférables à d'autres lieux).
- Conclusions spécifiques à certains partenaires :
  - Le GRADEM à son tour note que renforcement de capacités des enseignants et des élèves sur les méthodes éducatives non-violentes a contribué à une amélioration de la performance des élèves dans les classes.
  - Le CIPCRE a constaté que le travail des parents sur leur propre régulation émotionnelle a été essentiel pour qu'ils puissent accompagner leurs enfants avec calme et fermeté.
  - Selon le CIPCRE, le projet a permis de donner à la coalition « protégeons nos enfants » un rayonnement nouveau. Les membres du réseau ont en effet trouvé des leviers dans les activités réalisées ensemble pour renforcer la protection des droits des enfants dans leurs structures respectives.
  - Enfin, au Cameroun, le CIPCRE a observé que suite aux formations dispensées à l'endroit des enseignants, ces derniers ont intégré les compétences de vie courante dans les programmes qu'ils enseignent aux enfants afin de renforcer leur protection contre les violences en milieu scolaire.
  - Dans ses zones d'intervention, PAORP observe que les garçons jouissent d'un environnement moins bienveillant (69%) que les filles (75%).
  - PAORP note également que 37% des parents/responsables d'enfants n'ont pas encore renoncé à la violence psychologique et que le référencement des actes de violence envers les enfants demeure inégal selon le stress économique dans lequel la famille se trouve.
  - Bien que des progrès ont pu être observés en matière d'éducation non-violente et de parentalité positive, l'ESGB note la persistance de certaines pratiques traditionnelles tolérant la violence au Bénin.
  - L'ESGB observe par ailleurs une insuffisance des moyens financiers dédiés au suivi régulier des avancées en matière de parentalité positive et d'éducation non violente.
  - Le CIPCRE a relevé que les pères ont manifesté peu d'intérêt dans l'éducation de leurs enfants, ce qui est principalement lié aux systèmes culturels stéréotypés dans lesquels les hommes et les femmes ont un rôle précis dans le ménage.
  - Le CIPCRE a également observé que les contraintes économiques des familles ont pu entraîner une forme de résistance aux changements proposés puisque l'adoption de nouvelles pratiques de parentalité positive demande aux parents un investissement de temps qu'ils déploient plutôt à la recherche des moyens de subsistance.

## Recommandations

- Recommandations communes aux quatre partenaires :
  - L'ensemble des partenaires s'accordent sur le fait que bien que le projet REPEPPEN et ses multiples outils aient créé des bases solides, il demeure nécessaire de poursuivre l'accompagnement les communautés (sous forme de suivi, de soutien et de partage d'expériences) afin de préserver les acquis et de maintenir les changements de comportement en cours.

- Sur ce point, le CIPCRE précise plus encore de quelle façon cet accompagnement pourrait se faire : par la numérisation des contenus du projet pour leur disponibilité numérique, par la valorisation des parents devenus ambassadeurs de parentalité positive, par la création de systèmes de soutien entre pairs (cercles de parole) et par la réflexion sur des méthodes alternatives aux châtiments corporels contextualisées.
  - Le GRADEM ajoute qu'il serait souhaitable que les élèves et les enseignants continuent leurs actions d'échanges pour l'amélioration de la collaboration en milieu scolaire.
  - PAORP estime que, pour contrer le risque de retomber dans des pratiques néfastes, des rappels communautaires devraient se poursuivre par le biais de canaux à faible coût tels que des messages radiophoniques, des sermons lors de festivals et des aides-mémoire simples à l'intention des leaders.
- Enfin, compte tenu de la pertinence de la thématique, l'ensemble des partenaires, qui se font les relais de la voix des groupes cibles du projet, recommandent d'élargir leur champ d'intervention, notamment en mobilisant davantage de moniteurs de la parentalité positive, pour une diffusion plus large des acquis du projet.
- Recommandations spécifiques à certains partenaires :
  - L'ESGB note que le travail sur la parentalité positive et l'éducation non-violence requiert d'impliquer plus encore les autorités locales et leaders communautaires pour une adhésion sociale accrue.
  - Compte tenu des constatations susmentionnées propres au Ghana, PAORP recommande de mettre l'accent sur la violence psychologique qui continue d'affecter un tiers des familles.
  - PAORP ajoute qu'il convient de continuer à mobiliser les pères et les personnes de sexe masculin ayant la charge d'enfants, étant donné que les hommes ont montré des progrès plus limités dans certains domaines thématiques, tels que la non-violence psychologique, et que les garçons continuent de faire état d'environnements légèrement moins bienveillants que les filles. PAORP estime que cela pourrait se faire à travers de courtes discussions entre pairs dans les mosquées, les églises et les espaces communautaires, visant à aider les hommes à réfléchir à leurs pratiques disciplinaires et à renforcer leur rôle de modèles positifs pour les enfants.
  - Le GRADEM différemment recommande un suivi particulier à l'intention des mères qui sont encore les plus nombreuses à user de violence dans l'éducation de leurs enfants.
  - PAORP indique également qu'un registre de référencement simple et facile à utiliser, partagé entre les écoles et les services de protection sociale (avec des vérifications ponctuelles par des acteurs locaux tels que la police et/ou les agents de santé), pourrait contribuer à garantir que les enfants qui signalent des abus reçoivent effectivement le soutien nécessaire.
  - Le GRADEM sollicite des parents qu'ils s'impliquent davantage dans le suivi de l'apprentissage de leurs enfants à la maison.
  - Le GRADEM plaide pour la traduction des documents de travail REPEPPEN en langue locale de chaque zone d'intervention afin de permettre aux communautés d'utiliser lesdits documents. Similairement l'ESGB recommande la production de supports de sensibilisation adaptés pour une sensibilisation à grande échelle.
  - Le GRADEM et l'ESGB plaident à l'endroit des mairies et des services techniques de l'Etat pour une plus grande intégration de la thématique proposée par REPEPPEN (intégration dans le PDSEC, dans le système éducatif et dans les programmes de protection de l'enfance des structures décentralisées et mise en place de mécanismes de suivi long terme) afin d'assurer la durabilité des acquis du projet.
  - L'ESGB recommande enfin le partage d'expériences pour inspirer d'autres communautés.

- Pour contribuer à une bonne cohésion sociale dans la communauté, le CIPCRE recommande de toucher tous les groupes ethniques et/ou communautés de foi tant au stade de la sélection des participants au projet que dans le travail qui suit pour les amener à travailler ensemble dans le développement de mécanismes communs de protection des enfants.

## Leçons apprises

- Leçons apprises communes aux quatre partenaires :
  - L'adaptation culturelle qui s'est notamment manifestée par le respect des us et coutumes des groupes cibles, la communication (formation, information, sensibilisation) en langue locale, l'utilisation d'images (notamment pour les publics dont l'alphabétisation est moindre), la contextualisation des pratiques de discipline positive et l'intégration de certaines déjà existantes et le respect des horaires de marché et/ou de festivités religieuses a facilité l'accès aux communautés, leur adhésion aux thématiques et leur appropriation de ces dernières.
  - La mobilisation communautaire dont l'implication des leaders religieux et traditionnels dans la promotion de l'éducation non-violente, la conception de contenus et la mise en œuvre de mécanismes endogènes a été un facteur qui a boosté l'adhésion des communautés et a même parfois conduit à la conversion d'individus conservateurs réfractaires.
  - L'implication des enfants est un facteur clé pour la réussite des programmes de protection en ce que leur participation active aux activités du projet a renforcé leur confiance et accru leur sentiment de sécurité. Le renforcement de leurs compétences de vie courante les a qui plus est rendus proactifs dans leur autoprotection.
  - La mise en œuvre du projet REPEPPEN a montré que les changements de comportement nécessitent du temps et un accompagnement régulier. La durabilité du projet dépend donc d'un suivi continu, d'un ancrage institutionnel et d'une appropriation communautaire.
- Leçons apprises spécifiques à certains partenaires :
  - Le GRADEM note que la présence régulière de son équipe sur le terrain et son adaptation aux réalités contextuelles des communautés d'intervention ont contribué à l'établissement d'une relation de confiance permettant l'atteinte des objectifs.
  - L'ESGB note que la transmission de connaissances et d'outils pratiques aux parents leur permettent de transformer leurs pratiques éducatives et de privilégier le dialogue et l'encouragement à la punition.
  - Selon l'ESGB la collaboration inter-institutionnelle, c'est-à-dire la synergie entre écoles, familles, services sociaux et autorités locales, a permis une meilleure coordination et un suivi plus efficace des cas de violence ou de négligence envers les enfants.
  - Le CIPCRE observe que la création d'espaces d'échange entre élèves et enseignants à travers les mini foras s'est avérée être une idée ingénieuse pour la résolution des conflits existants entre eux, car elle offre un espace d'échange libre et franc.
  - Le CIPCRE ajoute que dans certaines communautés comme celle Bororos, il a toujours fallu séparer les groupes cibles hommes-femmes afin de s'assurer de la contribution effective des femmes lors des différentes activités.
  - Le CIPCRE note enfin que l'approche collective renforce l'impact en ce que lorsque plusieurs parents ou familles sont engagés ensemble, cela favorise l'entraide et diminue la stigmatisation.

\*\*\*